

# LES inspirations **ÉCO** AFRIQUE

## Attijari Bank Tunisie sur un trend positif

### CAHIER DE L'INTÉGRATION

Commerce, l'impératif  
de la diversification

P. 22-23

### ENTRETIEN

Brahim Fassi Fihri, président de l'Institut  
Amadeus

P. 24

### LE MARCHÉ DE LA SEMAINE

Tanzanie, une croissance tirée  
du sous-sol

P. 25

### VUE DU CAMEROUN

Le Cameroun va ratifier les APE avec l'UE

P. 26





BILLET

**Safall Fall**  
s.fall@leseco.ma

## Le boulet «SMIG»

Il ne fait pas bon être «patron» dans les temps qui courent. Une tendance généralisée à la hausse de SMIG semble s'être emparée de plusieurs économies du continent, au nez et à la barbe des entrepreneurs. Après le Maroc et la Côte d'Ivoire, c'est au Cameroun que le débat se soulève encore. Le gouvernement local a en effet fini par trouver un compromis avec le syndicat des travailleurs sur une revalorisation du revenu minimum applicable. Dans la plupart des cas, les impératifs sociaux liés à la hausse des coûts de vie sont souvent brandis pour expliquer ces révisions de salaire, qui finalement ne semblent satisfaire que les employés. Les gouvernements africains semblent décidés à appauvrir les riches pour enrichir les pauvres. Cette logique leur semble la plus juste, dans leur quête d'une croissance économique plus inclusive et profitable à tous. Mais la pilule n'est pas souvent facile à faire passer chez les «patrons». Les employeurs, eux, crient au scandale et à l'acharnement, plus à raison qu'à tort. Dans un contexte où le continent devrait donner plus de latitude à son secteur privé à contribuer au développement économique, ce genre de mesure sont un boulet à la cheville de la compétitivité des entreprises sur le marché mondial. Tout cela semble également être au grand détriment des ambitions d'industrialisation du continent et de l'encouragement aux investissements. Le coût de la main-d'œuvre reste parmi les indicateurs – incitatif ou dissuasif – les plus considérés par les investisseurs, notamment étrangers. ●

## Kenya, la British American Investment mobilise 68 MUSD

La société d'investissements vient de réussir une première levée de fonds d'un montant de 68 MUSD en emprunt obligataire. Cela n'est pourtant que la première phase d'une vaste opération de mobilisation de fonds. Le montant récolté dépasse de loin les objectifs initiaux de cette sortie. «On peut expliquer ce grand intérêt par le fait que le gouvernement s'étant pourvu en financement dans le cadre de son eurobond, ses sollicitations pour le financement interne devraient diminuer, ce qui permet au secteur privé de bénéficier de capitaux disponibles, en quête de placements rentables», expliquent certains analystes.

## Ecobank Capital s'installe au Kenya

Ecobank Capital, la banque d'investissement du groupe bancaire panafricain Ecobank, vient d'annoncer, dans une note adressée aux marchés financiers du Nigéria (Nigerian Stock Exchange), Ghana (Ghana Stock Exchange) et de l'UEMOA (BRVM), avoir décroché l'autorisation du régulateur kényan des marchés de capitaux, d'ouvrir une filiale dédiée à l'investissement. De sources de presse, cette nouvelle implantation d'Ecobank Capital sur le marché Kenyan est dans la continuité de l'acquisition de la société de conseils en placement Iroko Securities Kenya Ltd, en juillet 2013, et la demande par la suite d'une licence de banque d'investissements auprès de l'Autorité des marchés de capitaux en novembre 2013. «Les activités des sociétés, qui ont augmenté en Afrique de l'Est et dans les régions de la SADC, ont créé un environnement dynamique pour les services de banque d'investissement», selon un membre du top management d'Ecobank.



## L'Hexagone «sécurise» ses acquis

Si la dernière tournée africaine du chef d'État français, François Hollande, (Côte d'Ivoire, Niger et Tchad), avait des objectifs plutôt sécuritaires avec les négociations autour de la nouvelle opération «Barkhane», les enjeux économiques n'ont pas manqué de s'y greffer. En effet, face à l'agressivité commerciale des économies émergentes sur le continent, en l'occurrence la Chine et les pays du Golfe, la France compte défendre jusqu'au bout son positionnement sur le continent. Ce positionnement s'est d'ailleurs beaucoup effrité sur la dernière décennie.

## ...Et Samsung en Afrique du Sud

Le géant sud-coréen, premier fabricant mondial de smartphones, vient de dévoiler ses projets de lancer une unité industrielle en Afrique du Sud, selon plusieurs médias du continent qui citent Bloomberg. Le site industriel devrait être au Dube TradePort, une zone franche située dans la partie est de Durban. Ce pôle industriel fait partie des nombreuses zones économiques spéciales que le gouvernement sud-africain compte réaliser dans le court terme pour booster l'investissement industriel. «Nous avons identifié avec Samsung le site de Dube TradePort comme base de ses opérations. Le président Jacob Zuma lancera cette zone économique d'ici un mois environ et le premier investissement qu'elle accueillera sera celui de Samsung», a déclaré Lionel October, l'un des responsables du com-

merce et de l'industrie sud-africaine, cité par plusieurs médias.

## Euler Hermes relève les risques nigérian et ivoirien

La société d'assurance-crédit vient de revoir ses appréciations de risque à propos du Nigéria et de la Côte d'Ivoire. Ces deux pays africains ont tous deux vu leurs notes passer de «D4» à «D3». Les autres pays qui ont vu leurs notes de risque relevées sont l'Espagne, la Grèce, la Hongrie, l'Inde, l'Irlande, l'Italie, le Nicaragua, le Portugal et la Serbie. Ce relèvement est en lien avec les perspectives d'amélioration de la conjoncture mondiale. La croissance du PIB mondial devrait se redresser légèrement en 2014 (+2,8%), «même si le rythme de la reprise devrait rester inférieur à 3% pour la troisième année consécutive», observe Ludovic Subran, chef économiste d'Euler Hermes.

## AGENDA

### 3<sup>e</sup> sommet économique des femmes africaines (Lusaka, 24 au 26 juillet 2014)



Le 3<sup>e</sup> Sommet économique des femmes africaines se tiendra autour du thème : «Les femmes africaines réalisent le potentiel économique de l'Afrique». Organisé par le réseau «New Faces, New Voices», en partenariat avec la Banque africaine de développement (BAD), cette biennale réunit des représentants clés du secteur financier de tout le continent, ainsi que des décideurs influents du monde entier.

### 2<sup>e</sup> forum ministériel STI en Afrique (Rabat, du 14 au 17 octobre 2014)

La Banque africaine de développement (BAD) et ses partenaires organisent la deuxième édition du Forum ministériel sur la science, la technologie et l'innovation (STI) en Afrique, qui se déroulera du 14 au 17 octobre 2014, à Rabat, au Maroc, au sein de l'Académie Hassan II des sciences et techniques. Placé sous l'égide du gouvernement marocain et co-organisé par la BAD et le gouvernement finlandais, ce forum sera composé d'un pré-forum (14 octobre) de deux journées techniques (15-16 octobre) et d'un forum ministériel (17 octobre).

# Attijari bank Tunisie sur un trend positif

● La filiale tunisienne de la banque marocaine affiche des indicateurs au vert. Les dépôts et crédits ont progressé respectivement de 10% et 7,4% à fin juin dernier, avec un PNB de plus de 75 MUSD. Cette année, la banque s'est donnée les moyens de ses ambitions sur le segment des entreprises.

**A** lors que le groupe n'a pas encore rendu public ses résultats consolidés au premier semestre, les comptes sont déjà clôturés chez quelques filiales. Attijari Bank Tunisie, en l'occurrence, conforte sa place parmi les leaders du secteur local. En termes de volume de dépôts et d'encours de crédits, la filiale vient de communiquer un bilan semestriel globalement teinté de positif. Les deux indicateurs financiers des activités de la banque sont en hausse, respectivement, de 10% et de 7,4%, en comparaison au même semestre en 2013. Les dépôts à vue et les comptes d'épargne se sont aussi améliorés respectivement de 20% et 3%. La banque a également octroyé davantage de crédits que lors de l'exercice comparé, avec un encours de crédit en progression de 4% par rapport



ment des entreprises. L'un des plus importants porte sur une convention de financement avec

**La filiale reste parmi les principales contributrices au RNPG du groupe, avec 290 MDH en 2013.**

à la même période en 2013. Ces résultats interviennent au moment où la filiale se dote de véritables moyens relatifs à ses ambitions sur le marché local. En marge de la dernière visite royale en Tunisie, plusieurs accords ont été concrétisés avec des partenaires financiers afin de diversifier l'offre de la banque, notamment sur le seg-

ment des entreprises. L'un des plus importants porte sur une convention de financement avec l'Arab Trade Financing Program (ATFP). L'institution panarabe

pour le financement du commerce des pays arabes met à la disposition d'Attijari bank Tunisie, une ligne de garantie de 10 MUSD. Ce montant est destiné à la couverture de financement des transactions commerciales de la Tunisie avec le reste du monde. La filiale tunisienne du groupe bancaire s'est également associée à la Compagnie arabe pour la garantie des investissements et les crédits à l'exportation (DHAMAN). Le fond de ce partenariat est l'octroi à Attijari bank Tunisie d'une assurance de crédit à l'export pour les biens

d'origine arabe exportés de la Tunisie vers le monde.

## Acquis

Le Produit net bancaire (PNB) de l'enseigne s'inscrit également à un peu plus de 75 MUSD, en amélioration de 9% par rapport au résultat de la même période en 2013. La filiale reste ainsi parmi les principales contributrices au RNPG du groupe. À fin 2013, cette contribution était à 290 MDH, soit un peu plus de 7% du total. Cela s'explique notamment pas les croissances soutenues des dépôts (+13%) et des crédits (+5%) relevées à la fin de l'exercice 2013, en comparaison aux chiffres de 2012. Cela correspondait, de fait, à des parts de marché de 9,6% pour les dépôts et de 8% pour les crédits. La banque marquait aussi une croissance de 49% de son résultat net en social, justifiée principalement par «*les performances commerciales et l'amélioration du coût du risque*», pouvait-on lire dans un communiqué de la banque. La filiale est encore bien partie cette année pour réitérer ses performances financières sur un marché local marqué par la revue à la hausse du taux directeur de la Banque centrale de Tunisie (4,5%) en décembre dernier, ainsi que par la réduction du taux de la réserve obligatoire des banques à hauteur de 2%. ●

## Attijariwafa bank

partenaire de votre dossier Afrique



التجاري وفا بنك  
Attijariwafa bank

# CAHIER DE L'INTÉGRATION

## Commerce

# L'impératif de la diversification

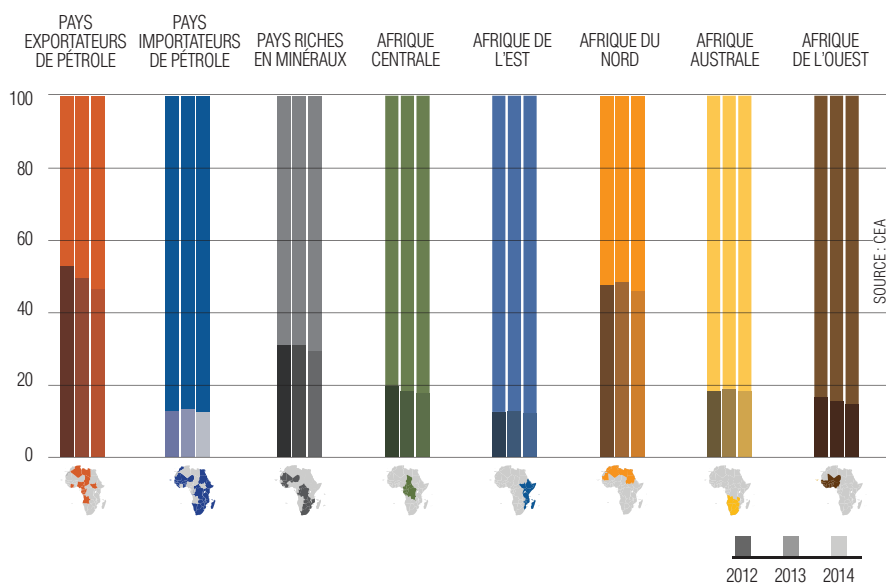
● Les économies du continent diversifient leurs exportations et élargissent leurs partenariats commerciaux. Ce constat émane d'un rapport de la CEA. Avec 3,3%, le continent demeure toutefois encore bien en retrait du commerce mondial. Les matières premières continuent de soutenir les exportations des pays qui en sont les plus dotés.

# 3,3%

C'est la part du continent dans les exportations mondiales de biens en 2012. Si cette part paraît légèrement supérieure aux 2,8 % enregistrés sur la période 2000-2010, le continent demeure encore faiblement intégré au commerce international, selon le constat que vient de faire la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies. Le volume des expéditions africaines de marchandises a pourtant, ces dernières années, progressé plus rapidement que celui des pays non-africains. Dans la structure de ces exportations, les matières premières demeurent les produits stars de l'offre africaine. Cela, à telle enseigne que le moindre fléchissement des cours sur les marchés mondiaux entraîne avec lui la valeur de ces expéditions. Les exportations de pétrole, de métaux et d'autres minéraux, en l'occurrence, ont représenté plus des deux tiers de la croissance totale des exportations durant la période 2002-2012, le pétrole représentant à lui seul plus de la moitié des exportations de marchandises en 2012.

Selon le rapport de la CEA, au cours du premier semestre 2013, les exportations de biens (en valeur) se sont contractées de 4,1% en raison de la diminution de la production globale due à l'instabilité politique observée dans certaines économies d'Afrique du Nord (Égypte et Libye). Le ralentissement global de la demande mondiale qui a été constaté y est également pour quelque chose.

RÉSERVES INTERNATIONALES, PAR SOUSRÉGION ET DOTATION EN RESSOURCES, 2012 (EN %)



### Services

Le continent tend néanmoins de plus en plus à diversifier ses ressources à l'export. Le secteur des services, jusque-là en retrait dans l'offre exportable africaine, est en train de gagner de l'importance. Selon le rapport économique de la CEA sur l'Afrique, «la valeur des exportations totales de services commerciaux de l'Afrique à destination du monde a plus que doublé au cours des 10 dernières années». Ces exportations sont en effet passées de 31,6 milliards de

dollars en 2000 à 91,2 milliards de dollars en 2012. «Il s'agit là d'un signe plutôt encourageant compte tenu du rôle crucial des services dans le développement et la création d'emplois en Afrique», selon des experts de la Banque mondiale. En détails, ce sont les voyages qui constituent les principales exportations de services de l'Afrique (47% des exportations totales de services), suivis des transports (29%), des services aux entreprises (11%) et des communications (5%). Par ail-

leurs, le secteur des services financiers, en particulier, offre un grand potentiel pour la croissance du secteur sur les marchés internationaux.

### Diversifier les partenaires

Le continent diversifie aussi ses partenariats commerciaux. «Même si le commerce entre l'Afrique et ses partenaires traditionnels (UE des 27 et États-Unis) a continué de croître ces dernières années en valeur absolue, l'Afrique diversifie les sources de ses importations ainsi que les

**Les services constituent un secteur à fort potentiel à l'export.**

destinations de ses exportations en faveur de pays en développement», constatent les auteurs du rapport. La part du continent dans les exportations mondiales totales à destination des pays en développement est passée de 2,6% en 2000 à 3,8% en 2012. Par ailleurs, les importations du continent en provenance de la Chine ont représenté 12,7% de ses importations totales. Ce chiffre est quasiment le même dans le total des exportations du continent. Les importations de l'Afrique en provenance des États-Unis n'ont, quant à elles, représenté que 6% de ses importations totales (comme en 2000), environ la moitié de la part des États-Unis en tant qu'importateur de produits d'exportation africains (11,7%).

## L'intra-Afrique progresse tant bien que mal

Selon le rapport économique sur l'Afrique 2014 de la CEA, les pays africains commercent de plus en plus entre eux. En valeur, les échanges commerciaux intra-africains se sont en effet sensiblement améliorés, passant de 67,7 milliards de dollars en 2011 à 73,7 milliards de dollars en 2012. Sur la même année, le commerce intra-africain représentait 11,5% du commerce total de l'Afrique. À titre de comparaison, le commerce de l'Afrique avec le reste du monde a progressé au rythme de 12% sur la période 1996-2011, allant plus vite que celui du commerce africain qui est de 8,2%. Cette situation s'explique essentiellement par les cours élevés des produits de base, les exportations de l'Afrique vers le reste du monde étant déséquilibrées en faveur des produits primaires (dominés par les minéraux, le pétrole et d'autres produits métalliques), contrairement au commerce intra-africain.

## Politiques commerciales

# Les 5 défis du continent !

● Étroitesse de la structure des exportations dominées par les matières premières, coûts commerciaux excessifs, multiples barrières tarifaires et non tarifaires... voici le condensé des maux dont souffre le commerce africain.

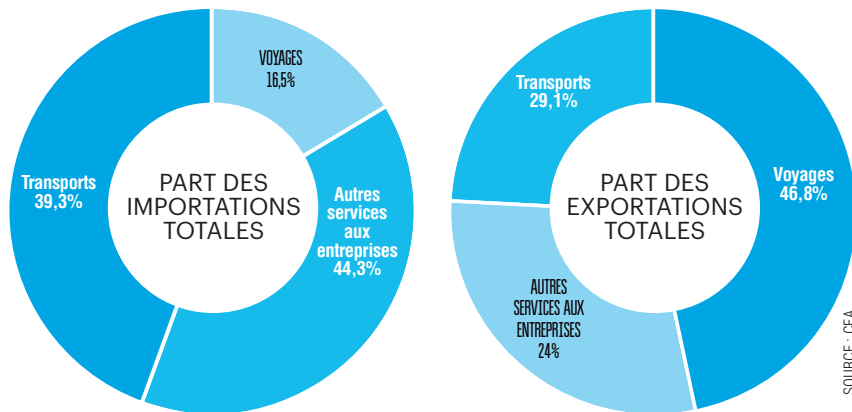
### RENFORCER LA PRODUCTION ET ÉLARGIR LA BASE D'EXPORTATION

Comme cela a été examiné à maintes reprises dans les précédentes éditions du Rapport économique sur l'Afrique, de telles politiques doivent reposer sur un cadre de planification du développement à long terme qui permette aux gouvernements de travailler en étroite collaboration avec les parties prenantes. L'objectif est d'identifier les défaillances du marché et d'autres contraintes telles que les déficits en matière d'infrastructures, les déficits de compétences et le faible accès au crédit. Ces facteurs limitent les investissements et la croissance de la productivité.

### BAISSER LES COÛTS COMMERCIAUX

Avec l'Europe orientale et l'Asie centrale (où cependant la part des pays sans littoral est plus élevée), l'Afrique (à l'exclusion de l'Afrique du Nord) est l'une des régions les plus chères pour ce qui est de la pratique du commerce à l'échelle internationale. Les documents commerciaux nécessaires sont particulièrement difficiles à présenter si l'on s'en tient aux normes internationales, huit documents en moyenne étant nécessaires pour les exportations et neuf pour les importations. En Afrique, les procédures d'importation nécessitent un temps supplémentaire de 22% en comparaison avec les procédures d'exportation, et sont 25 fois plus coûteuses. Par ailleurs, les coûts commerciaux à l'intérieur du continent sont parfois beaucoup plus importants que ceux

### PART DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS TOTALES DE SERVICES COMMERCIAUX EN AFRIQUE (2012)



entre l'Afrique et le reste du monde. Cependant, certains pays africains comme l'Algérie, le Burkina Faso, l'Égypte, l'Éthiopie et le Rwanda ont commencé à réduire les coûts du commerce transfrontalier par rapport à la moyenne mondiale, en dépit de la tendance mondiale à l'aggravation de ces coûts en valeur nominale.

### RENFORCER L'EFFICACITÉ DE L'AIDE AU COMMERCE

Au cours de la période 2009-2011, l'Afrique a bénéficié, au titre de l'aide au commerce, d'engagements se hissant à 16,3 milliards de dollars et de décaissements s'établissant à 11,9 milliards de dollars. Il faut toutefois savoir que la part de l'aide au commerce allouée pour la facilitation du commerce demeure faible en général et pour l'Afrique en particulier, bien que des travaux de recherche indiquent que l'amélioration de l'efficacité des procédures douanières et administratives en Afrique pourrait avoir un impact appréciable

sur les coûts commerciaux dans tout le continent. Actuellement, seule une part de 1% de l'aide au commerce à destination de l'Afrique a été consacrée en 2011 à la facilitation du commerce. Par ailleurs, sur la période 2006-2011, le ratio des décaissements par rapport aux engagements pour l'aide au commerce à destination de l'Afrique était le plus faible de toutes les régions du monde.

### MOBILISER DES RESSOURCES POUR L'INTÉGRATION ET LE COMMERCE RÉGIONAL

Comme cela a été examiné dans le rapport économique sur l'Afrique de 2013, la création de la Zone de libre-échange continentale (ZLEC) devrait aider à éliminer plusieurs des contraintes pesant sur le commerce intra-africain. En effet, on pourrait doubler le volume du commerce intra-africain dans les 10 prochaines années (Mével et Karingi, 2012) en éliminant l'ensemble des obstacles tarifaires res-

tants au sein du continent et en rendant les procédures douanières et la manutention portuaire deux fois plus efficaces. De telles réformes relanceraient surtout le commerce de produits industriels tout en offrant de grandes possibilités pour la transformation structurelle. Par conséquent, il est reconnu dans le plan d'action de la ZLEC que les efforts tendant à relancer le commerce intra-africain doivent

**Cinq mesures sont identifiées pour améliorer la condition du commerce africain.**

aller au-delà de l'abaissement des obstacles tarifaires, et le plan d'action a fait de la facilitation du commerce une priorité.

### RENFORCER L'IMPACT DES NÉGOCIATIONS ET DES ACCORDS COMMERCIAUX

Treize ans après la déclaration ministérielle de Doha, les membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sont parvenus à un accord à Bali, scellant ainsi le premier accord multilatéral de l'OMC et contribuant à revitaliser le processus multilatéral, dont la pertinence avait été remise en cause par l'impasse prolongée dans laquelle se trouvait le Programme de Doha pour le développement et par la prolifération des accords bilatéraux, ainsi que la tendance à mener des négociations plurilatérales. Par ailleurs, l'accord sur la facilitation du commerce signé à Bali devrait en principe relancer le commerce mondial et la croissance économique. Selon la CEA, l'Afrique a tout intérêt à réduire les coûts liés aux activités commerciales, même s'il lui faut entreprendre des réformes plus profondes pour se conformer aux engagements figurant dans l'accord. Ce dernier donne aussi aux pays africains la possibilité de s'engager et de mettre en œuvre des réformes cruciales pour faciliter le commerce international.



BRAHIM

# FASSI FIHRI

Président de l'Institut Amadeus

«Le Maroc doit porter son offre au-delà de ses marchés traditionnels»

**Les ÉCO : Comment appréciez-vous le positionnement du royaume aujourd'hui sur la scène continentale ?**

**Brahim Fassi Fihri :** Le royaume est aujourd'hui parmi les premiers investisseurs en Afrique de l'Ouest et devrait continuer à consolider ce positionnement. Cette région est un prolongement géographique naturel pour les investissements de notre secteur privé. Seulement, aujourd'hui, il faut bien aller au-delà. La véritable croissance sur ce continent est portée par des pays comme le Kenya, le Ghana, le Rwanda ou encore la Tanzanie. Nous devons donc pouvoir être en mesure de porter notre offre au-delà des marchés traditionnels de l'UEMOA et de la CEMAC. Il faudrait

que nous diversifions nos terrains d'investissements, en dépassant évidemment l'ensemble des obstacles linguistiques, culturels et même politiques, s'il cela s'avère nécessaire.

**À quel type de rupture appelez-vous ?**

Et politique, c'est extrêmement fondamental. L'objectif de cette étude est de réunir des benchmarks internationaux d'économies avancées ou émergentes déjà présentes en Afrique, mais aussi de définir et pointer du doigt des erreurs et lacunes, il faut aussi faire en sorte de pouvoir créer des outils de coordination. Nous avons modestement essayé de pouvoir proposer des

«Il faudrait que nous diversifions nos terrains d'investissements.»

recommandations pour coordonner la présence africaine en Afrique, en se basant sur une cartographie de plus en plus large des actifs marocains en région subsaharienne, les défis de cette

approche ainsi que les obstacles ou limites de ces expansions.

**Quelle critique apportez-vous à l'approche marocaine du Sud-Sud ?**

Il faudrait éviter de commettre les mêmes erreurs que celles des puissances économiques qui nous ont précédé sur le terrain. Le Maroc devrait davantage insister sur le co-développement, l'établissement de relations de partenariats win-win, où toutes les parties y trouvent leur compte. Nous devons éviter la logique de la ruée vers l'Eldorado. Cela pourrait provoquer des effets contraires à nos objectifs. La véritable force du Maroc, aujourd'hui, c'est qu'il est porté par une vision royale, ce qui a permis de mettre en place un solide socle de diplomatie économique auprès de nos partenaires subsahariens. Toutefois, en deçà de cette vision royale, il n'y a encore aucune coordination qui se fait. Les entreprises font du coup par coup, dans une logique purement business. Il est pourtant

certain que nous ne pourrions construire rien de durable sur cette base avec nos partenaires subsahariens. On ne peut pas leur en vouloir, mais si le Maroc veut jouer un rôle plus important, il faudra que les stratégies soient coordonnées.

**Le Maroc a aussi un atout de hub international à faire valoir...**

Nous souffrons aujourd'hui d'une non-intégration dans la région maghrébine. Le Maroc a pourtant de nombreux atouts à faire valoir à l'international, en particulier sur le continent. Notre pays se positionne en un important hub de coopération triangulaire du type Nord-Sud-Sud, des économies européennes ou américaines aux économies africaines, ou Sud-Sud-Sud, des économies émergentes du Golfe et de l'Amérique latine aux pays africains. Ces pays s'appuient de plus en plus sur le royaume pour mettre en place leur stratégie africaine à travers des joint-ventures et autres partenariats avec des entreprises marocaines, notamment en Afrique occidentale. Cela s'est déjà concrétisé dans les télécoms et les TICs, par exemple et bien d'autres secteurs de services au niveau desquels le royaume dispose de bonnes expertises.

**Ces pays sont des partenaires ou des concurrents ?**

Tout à fait. Vous savez que le continent est devenu la convoitise de toutes les puissances économiques, des plus avancées à celles en émergence. Vous constatez que de nombreux forums et plateformes d'échanges ont été mis en place. (Le dernier en date est le forum États-Unis-Afrique, qui devrait se tenir dans les prochaines semaines, ndlr). La plupart des économies du monde sont en train de concentrer leur attention sur le continent, qui est en train de devenir un terrain extrêmement concurrentiel et où les parts de marché sont devenues éclatées. Il faudrait maintenant que le Maroc sache capitaliser sur son image de marque, sans tomber, bien entendu, dans de mauvais écueils qui pourraient très vite contrarier ses ambitions panafricaines. ●

●●●  
«Il faudrait éviter de commettre les mêmes erreurs que celles des puissances économiques qui nous ont précédé sur le terrain.»

## ÉVOLUTION DES ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LE MAROC ET LA TANZANIE (EN MILLIERS DE DH)

	2009	2010	2011	2012	ÉVOL. MOY.09/12	JAN. DÉC.12	JAN. DÉC.13	ÉVOL.13/12
Importations	26320	17972	27004	31657	11,92%	31657	27271	-13,85%
Part dans les importations globales (%)	0	0	0	0	-	0	0	-
Exportations	2226	48775	32405	11054	663,9%	11054	5375	-51,38%
Part dans les exportations globales (%)	0	0	0	0	-	0	0	-
Solde	-24095	30803	5400	-20603	-263,9%	-20603	-21896	6,28%

SOURCE : OFFICE DES CHANGES

FICHE PAYS  
TANZANIE

## Taille

46,2 millions de consommateurs potentiels (2011)

## Monnaie

shilling tanzanien

## PIB

31,9 milliards de dollars

## Croissance PIB

7% en 2013, 7,2% en 2014 (Prév.)

## Région économique :

Communauté d'Afrique de l'Est (EAC, en anglais)

## Doing Business 2014 :

145° mondial sur 189 pays (136° au DB2013)

# Tanzanie, une croissance tirée du sous-sol

● Avec une croissance de 7,2% attendue en 2014, le secteur minier continue d'être le poumon économique du pays. La perte d'attractivité de l'or nuance cette dynamique.

Si le pays affiche une dynamique économique aussi soutenue – 7% de croissance en 2014 – c'est parce que son sous-sol est l'un des plus convoités de la région. Le secteur local des mines est en effet le principal moteur de croissance de l'économie locale, absorbant une bonne partie des investissements étrangers orientés vers le pays. La découverte récente de nouvelles réserves de gaz naturel offshore, ainsi que la forte demande interne, font les beaux jours de ce secteur phare. Cependant, tout ne vient pas uniquement du sous-sol. Les secteurs qui portent la croissance du pays sont aussi ceux des transports et des communications, des services financiers, de l'industrie, ainsi que les activités extractrices, malgré une baisse



de la production d'or. «L'activité industrielle restera contrainte par les défaillances du réseau électrique, mais cette situation devrait toutefois s'améliorer en 2014, avec la mise en service prévue pour la fin d'année du gazoduc reliant Mtwara à la capitale où fonctionneront des centrales thermiques», indique-t-on

auprès des analystes de Coface. La situation de Tanesco, opérateur public d'électricité de la Tanzanie, devrait s'améliorer, suite au prêt accordé par la Banque mondiale. De plus «l'Energy Sector Capacity Building Project» prévu jusqu'en 2018, devrait permettre au pays de mieux exploiter ses ressources en gaz.

●●●  
Transport, services financiers et industrie... les locomotives de l'économie du pays.

## Balance commerciale

Côté échanges, le déficit courant du pays reste élevé en 2013. Avec une importante demande intérieure à satisfaire, le pays continue d'importer deux fois plus qu'il n'exporte. De plus, sur ce dernier volet, Coface relève une baisse significative des exportations d'or (qui représentent 40% des exportations), qui a fortement pesé sur les exportations du pays. La reprise économique mondiale a fait perdre à l'or son statut de valeur refuge commerciale. Parallèlement, «les importations ont augmenté du fait de la hausse des investissements, et ce malgré la baisse des cours du pétrole (30% des importations)», expliquent les experts de Coface. Ces derniers projettent toutefois que le compte courant devrait se stabiliser cette année, avec une compensation de la baisse des exportations d'or par la hausse des exportations d'autres minerais. Le déficit sera financé à hauteur de 50% par les IDE, notamment dans le secteur du gaz, et l'aide extérieure devrait en couvrir le quart. ●

## Risque pays

En 2013, le président Kikwete et son parti, le CCM, ont dû faire face à un climat politique et social tendu. Les négociations sur la nouvelle Constitution, mise au vote en début d'année, avaient provoqué quelques instabilités au sein du parti au pouvoir, déjà ébranlé par des scandales de corruption. Les divisions s'étaient focalisées sur un éventuel changement de statut de Zanzibar, qui espère accroître son autonomie. Ces négociations ont eu lieu sur fond de tensions religieuses entre la population du continent, majoritairement catholique, et les musulmans de Zanzibar : des attaques sporadiques à l'acide ont été enregistrées contre des personnalités religieuses, et plus récemment contre des étrangers. Toutefois, ces attaques ne constituent pas une réelle menace pour la stabilité du pays. Par ailleurs, le président Kikwete doit faire face à la progression du Chadema, principal parti d'opposition, qui bénéficie d'un soutien croissant suite au renforcement des protestations contre la mauvaise répartition des revenus du gaz, notamment dans la région du Mtwara. Ces manifestations se poursuivront en 2014, en vue des élections de 2015.



BILLET

**Thierry Ekouti,**  
Dir. pub - Le Quotidien de  
l'Économie (Cameroun)

## Il faut faire quelque chose...

Après plusieurs mois d'intenses tractations et de revendications de la part de la société civile, la 17<sup>e</sup> session de la Commission consultative du travail réunie mercredi et jeudi derniers à Yaoundé a décidé de procéder à une réévaluation du salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG). Celui-ci passe de 28.700 FCFA à 35.270 FCFA pour le secteur agricole et à 50.000 FCFA pour les autres secteurs d'activité. Cela représente une augmentation respective de 2,89% et 74,21%. Certes, en regardant ce dernier taux, on a la tentation de dire que le gouvernement a consenti un très gros effort.

Seulement, on réalise en y regardant de plus près que même après sa réévaluation, le SMIG du Cameroun reste en deçà de celui de la plupart des pays de l'Afrique centrale où il est 150.000 FCFA au Gabon, 120.000 en Guinée équatoriale, 90.000 au Tchad, 60.000 au Congo Brazzaville. À peine ce nouveau SMIG arrêté par Yaoundé égale-t-il celui de la République centrafricaine, qui se situe à environ 35.000 FCFA. Ce qui, pour un pays concerné à juste titre comme la locomotive de la sous-région, se révèle bien insuffisant... Cette réévaluation du SMIG est l'une des mesures de compensations prises par le gouvernement après l'augmentation du prix du carburant à la pompe, après notamment la réduction de moitié de certaines taxes et l'augmentation des salaires des fonctionnaires de... 5%. Mais, dans un tel contexte, il est fort à craindre que les objectifs visés par l'État à travers ces mesures ne soient finalement pas atteints. Il s'agit notamment d'empêcher l'augmentation des prix.

# Le Cameroun va ratifier les APE avec l'Union européenne

● Après le vote du Parlement, le chef de l'État va ratifier prochainement l'accord d'étape qui permettra à 80% de produits européens d'être exonérés de droits de douane à leur entrée sur le territoire camerounais.



Au cours de sa session ordinaire de juin 2014, le Parlement camerounais a adopté le projet de loi autorisant le président de la République à ratifier l'accord d'étape devant conduire le pays vers un accord de partenariat économique avec l'Union européenne. Un accord d'étape paraphé en 2007, puis signé en 2009 pour permettre l'accès de certains produits camerounais en franchise de douane sur le territoire de l'Union européenne (UE), en vertu des relations commerciales entre l'UE et les pays ACP (Afrique - Caraïbes - Pacifique). Ces produits sont notamment le café, le cacao, la banane, le bois, etc. À la faveur de cette ratification qui n'est plus qu'une question de jours maintenant, une réciprocité sera observée et 80% des produits de l'UE importés par le Cameroun seront exonérés des droits de douane. Ce sont entre autres des produits destinés à la consommation des ménages, les machines et biens d'équipements, les matériaux de construction, etc. Un accord qui n'est pas sans conséquences. D'après des études réalisées par le ministère des Finances (Minfi) et relayées par le quotidien gouvernemental Cameroon Tribune : «l'incidence de l'APE

d'étape sur les recettes fiscales pourrait atteindre 1.330 MMFCFA de pertes cumulées à l'horizon 2023 et 2.470 MMFCFA en 2030». La même source indique que «les pertes cumulées de la TVA sur les produits domestiques s'élèveraient à 21 MMFCFA à l'horizon 2023 et à 61 MMFCFA à l'horizon 2030». L'adoption de ce projet de loi par le Parlement camerounais va d'ailleurs à l'encontre de l'essentiel de l'opinion publique du pays. Laquelle estime, depuis plusieurs années, que l'économie camerounaise n'est pas prête pour faire face aux conséquences de tels accords. D'où l'immense déception qui prévaut à présent dans l'opinion. «C'est triste que les élus du peuple, dans leur majorité, ne défendent pas les intérêts du peuple qui les a élus, regrette dans les colonnes du Quotidien de l'Économie, Protas Ayangma Amang, le président du deuxième syndicat patronal du pays. Ils ont gravement hypothéqué l'avenir des jeunes générations et des générations futures car ce sont elles qui vont trinquer. Déstructurer notre industrie, c'est détruire les emplois qui vont se transporter vers les pays du Nord, nous réduisant au statut de consommateurs», selon Daniel Claude Abate, autre leader patronal,

qui renchérit : «notre économie, dans son ensemble, souffre déjà d'un problème structurel de compétitivité qui n'épargne pas même les grandes entreprises. Cet accord va accentuer la situation. Les PME vont donc trinquer amèrement de l'application dans le temps de l'APE et certaines ne manqueront pas de disparaître». En réponse à ces critiques, le gouvernement, à travers une conférence de presse conjointe du ministre de la Communication et de celui de l'Économie, dit que «les risques inhérents à l'application des APE sont parfaitement connus et absolument maîtrisés». Outre la mise en place en 2013 d'un bureau de mise à niveau des entreprises afin de les adapter à la nouvelle donne, Issa Tchiroma Bakary, le ministre de la Communication, indique que «l'APE va créer un climat plus favorable pour la gouvernance économique, le commerce extérieur et les investissements. Il ouvrira de nouvelles perspectives de croissance et de développement pour notre économie, sans qu'aucune menace ne soit portée aux acquis de l'intégration régionale à laquelle le Cameroun reste solidaire». Répondant au passage aux nombreux observateurs qui estiment qu'en optant pour une ratification unilatérale de l'APE d'étape, au moment où les autres pays de la sous-région le rejettent, le Cameroun porte atteinte au processus d'intégration en Afrique centrale. Dans la mesure où les marchandises européennes entrées en franchise au Cameroun pourraient se retrouver dans les pays voisins. Ces derniers temps pourtant, Yaoundé avait laissé penser qu'il optait bien pour un accord régional complet dans le cadre de la Cemap (Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale) et non pas d'un accord unilatéral comme celui qu'il s'appête à ratifier.

PAR **JULIEN CHONGWANG**  
Le Quotidien de l'Économie -  
Douala - Cameroun